

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE BIGNOUX**

L'an deux mil quatorze, le vingt trois septembre, le Conseil Municipal de la Commune de BIGNOUX, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Monsieur Hervé GARCIA, Maire.

Date de la convocation : 4 septembre 2014

PRESENTS : GARCIA Hervé, BODIN Véronique, BOURON Catherine, DUVIVIER Jean-Louis, GONNORD Anne-Bérengère, JARC Vincent, PAQUET Denis, PEROCHEAU Alain, RAPITEAU Virginie, SIMON Cécile, TEXIER Philippe, THEVENET Thierry, THOMASSIN Vincent.

Excusés : GENIER Isabelle donné pouvoir à THOMASSIN Vincent

LASSUS Christine a donné pouvoir à BOURON Catherine

Secrétaire de séance : BODIN Véronique

D2014/62 - Choix du Bureau d'Études chargé d'élaborer le Plan Local d'Urbanisme

M. le Maire rappelle au Conseil Municipal que le 20 juin 2014 il a été décidé au travers une délibération de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en un Plan Local d'Urbanisme.

Ce choix fût prononcé du fait de la caducité des Plan d'Occupation des Sols au 31 décembre 2015, suite à l'adoption de la Loi A.L.U.R.

Ainsi, conformément au code des marchés publics, une consultation fût réalisée auprès de six bureaux d'études le 27 juin 2014.

L'ouverture des plis a eu lieu le 28 juillet 2014 à la mairie de Bignoux.

Les offres furent analysées par les services de la Direction Départementale des Territoires de La Vienne et un classement établit suivant les critères de pondérations choisis par les élus.

La présentation de l'analyse des offres avec la proposition de classement des B.E et le choix de retenir les trois meilleurs eu lieu le 1er aout 2014.

Les bureaux d'études retenus ont été auditionnés le 8 septembre 2014.

A l'issue de ces auditions, il a été décidé de retenir à l'unanimité le BE PARCOURS basé 27, rue de l'Abreuvoir 79500 MELLE.

L'offre de ce dernier s'élève pour les études concernant la révision du POS en PLU à 18 640,91euros HT (22 369,09€ TTC) tranche ferme du présent marché et 1 762,50 euros HT (2 115,00€ TTC) pour la tranche conditionnelle relative à l'évaluation environnementale.

M. le Maire propose ainsi au conseil municipal, de valider le choix retenu afin de pouvoir commencer

les études.

Après avoir entendu l'exposé du Maire

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.123-1 et suivants et les articles R.123-1 et suivants

Vu le Code de l'environnement,

Vu le Code de l'expropriation,

Vu le Code général des collectivités locales,

Vu le Code des marchés publics,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité ;

1 - décide de confier les études relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L.123-1 et suivants du code de l'urbanisme au Bureau d'Études PARCOURS,

2 - de lancer la concertation prévue à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme.

Cette concertation revêtira les formes suivantes conformément à la délibération de prescription:

affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires;

articles dans le bulletin municipal;

réunions avec les associations;

réunions publiques avec la population au nombre de deux;

affichage de l'évolution du projet sur des panneaux en mairie;

un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à la disposition du public tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours d'ouverture;

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avérerait nécessaire au bon déroulement de l'étude et à une meilleure compréhension pour les habitants.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet

de PLU.

A l'issue de cette concertation, M. le maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera

et arrêtera le projet de PLU.

2a - demande à M. le Maire de solliciter auprès de Mme la Préfète l'association des services de l'État, conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme;

2b - demande, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure de révision du POS en PLU;

3 - autorise M. le Maire à signer tout contrat, avenant, convention ou marché nécessaire à l'accomplissement de la procédure;

- 4 - autorise M. le Maire, conformément à l'article L.121-7 alinéa 1^{er} du code de l'Urbanisme, à solliciter de l'État l'attribution d'une dotation financière destinée à compenser les dépenses entraînées par les frais matériels et d'études nécessaires;
- 5 - dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice considéré, en section investissement à l'article 202, opération 146.

La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète, et notifiée, conformément aux articles L123-6 et L121-4 du code de l'urbanisme:

- au Président du Conseil Régional;
- au Président du Conseil Général;
- au Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie;
- au Président de la Chambre des Métiers;
- au Président de la Chambre d'Agriculture;
- au Président du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou

Conformément à l'article R.123-24 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie, durant un mois, et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Pour copie conforme,
Le Maire,
Hervé GARCIA

